

Document mis
en distribution
Le 24 NOV. 2022



N° 137-2022

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le

24 NOV. 2022

RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT MODIFICATION DES DISPOSITIONS
RELATIVES À L'ACCÈS AUX RESSOURCES ET PARTAGE DES AVANTAGES ISSUS
DE LEUR VALORISATION ET DIVERSES MODIFICATIONS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE,**

*présenté au nom de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture,
de l'aménagement du territoire et du transport aérien*

par M^{me} Tepuaraurii TERIITAHU et M. Michel BUIILLARD,

*Représentants à l'assemblée de la Polynésie française,
Rapporteurs du projet de loi du pays.*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 8955/PR du 17 novembre 2022, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant modification des dispositions relatives à l'accès aux ressources et partage des avantages issus de leur valorisation et diverses modifications du code de l'environnement de la Polynésie française.

1- Contexte du projet de loi du pays

Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (APA) a été adopté en 2010 lors de la 10^e Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique. Il précise le cadre international du mécanisme d'APA que les États signataires ont la responsabilité de traduire dans leur droit national. Ratifié par 70 États, le Protocole de Nagoya est entré en vigueur le 12 octobre 2014.

Au niveau européen, le Parlement a adopté le 16 avril 2014 le règlement (UE) n° 511-2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l'Union du Protocole de Nagoya sur l'APA puis son règlement d'exécution (UE) 2015/1866 du 13 octobre 2015 précisant les modalités d'application en ce qui concerne le registre des collections, la surveillance du respect des règles par l'utilisateur et les bonnes pratiques.

Au niveau national, à l'instar de quelques États membres de l'Union européenne, la France a décidé de réguler l'accès à ses ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées. Le titre V de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a intégré un régime national d'APA dans le code de l'environnement national.

À noter que la loi nationale a étendu à la Polynésie française les dispositions suivantes :

► L'article L412-4 du code de l'environnement national qui donne les définitions suivantes :

Communautés d'habitants : toute communauté d'habitants qui tire traditionnellement ses moyens de subsistance du milieu naturel et dont le mode de vie présente un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité ;

Connaissances traditionnelles associées à une ressource génétique : les connaissances, les innovations et les pratiques relatives aux propriétés génétiques ou biochimiques de cette ressource, à son usage ou à ses caractéristiques, qui sont détenues de manière ancienne et continue par une ou plusieurs communautés d'habitants, ainsi que les évolutions de ces connaissances et pratiques lorsqu'elles sont le fait de ces communautés d'habitants ;

► L'article L412-9 du code de l'environnement national qui précise :

Après partage juste et équitable, les avantages découlant de l'utilisation des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques sont affectés à des projets bénéficiant directement aux communautés d'habitants concernées.

► L'article L. 3115-6 du code de la santé publique national qui prévoit :

Un arrêté du ministre chargé de la Santé détermine les modalités d'accès rapide aux ressources biologiques utiles pour lutter contre la propagation internationale des maladies, afin de transmettre ces ressources à des laboratoires de référence des pays tiers ou désignés par l'Organisation mondiale de la santé.

Pour ce dernier article, la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 précise par ailleurs qu'en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, le même article L. 3115-6 est applicable dans les conditions fixées, respectivement, par la convention entre l'État et la Polynésie française et par la convention entre l'État et la Nouvelle-Calédonie conclues pour l'application du chapitre V du titre IV du livre VIII de la troisième partie du même code (de la santé publique).

Dès 2012, la Polynésie française adoptait la loi du pays n° 2012-5 du 23 janvier 2012 relative à l'accès aux ressources biologiques et au partage des avantages résultant de leur valorisation. À l'époque, la France n'ayant pas encore transcrit les dispositions APA dans sa législation, l'objectif de cette proposition de loi du pays était essentiellement de combler un vide juridique, particulièrement sensible en Polynésie française, où la biodiversité donne lieu à de nombreuses activités de recherche et de développement.

Par comparaison, certains territoires et collectivités ultramarins s'étaient déjà dotés de dispositifs APA locaux à l'exemple de la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie (délibération de la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie n° 6-2009 APS du 18 février 2009 relative à la récolte et à l'exploitation des ressources biochimiques et génétiques) ou des dispositions particulières arrêtées pour le Parc amazonien de Guyane (Loi n° 2006-436 du 14 avril 2006, abrogée depuis par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages).

Toutefois, l'application de la réglementation polynésienne a rencontré deux difficultés majeures. D'une part, l'absence de dispositions équivalentes métropolitaines a empêché l'homologation des peines de prison prévues par la loi du pays. D'autre part, les arrêtés d'application n'ont pas pu être validés en raison des changements successifs de gouvernement.

Aujourd'hui, fort de l'adoption de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages intégrant un régime d'APA dans la législation nationale, le ministère de la Culture et de l'Environnement travaille sur une réforme du code de l'environnement en la matière.

2- Contenu du projet de loi du pays

Les articles LP.1, LP. 3 et LP. 5 ajoutent et corrigent, dans le code de l'environnement, différentes définitions nécessaires à la bonne application du texte.

L'article LP. 2 modifie l'article LP. 1100-1 du code de l'environnement pour intégrer les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées dans les éléments du patrimoine commun de la Polynésie française.

L'article LP. 4 introduit dans le code de l'environnement un nouvel article LP. 2121-5 consacré au passage inoffensif des navires étrangers dans les eaux polynésiennes et exige leur conformation aux dispositions du code de l'environnement. Dans ce cadre, le transbordement d'espèces protégées est ainsi strictement interdit en Polynésie française

L'article LP. 6 supprime les dispositions existantes concernant le dispositif APA dans le code de l'environnement et les remplace par de nouvelles propositions, insérées dans un titre IV intitulé « *Accès aux ressources génétiques, usage et partage des avantages issus de leur valorisation* », structuré en sept chapitres.

Le projet d'article LP. 3400-1 du code de l'environnement fixe les objectifs du dispositif, à savoir :

- maintenir et conserver la diversité biologique naturelle, notamment sur les espèces indigènes et les espèces endémiques polynésiennes ;
- favoriser le développement durable de la Polynésie française et la création d'emplois locaux liés à la diversité biologique et au patrimoine commun de la Polynésie française ;
- privilégier les partenariats scientifiques répondant aux besoins et enjeux de la Polynésie française en matière de diversité biologique ;
- lutter contre le biopiratage et protéger le patrimoine commun de la Polynésie française.

Le projet d'article LP. 3400-2 pose le principe des droits souverains de la Polynésie française sur ses ressources génétiques, qui font partie du patrimoine commun de la collectivité.

a- Chapitre 1^{er} : champ d'application du dispositif

L'article LP. 3410-1 détermine le périmètre du dispositif, l'article LP. 3410-2 liste les activités soumises au régime d'APA tandis que l'article LP. 3410-3 liste les activités exclues du dispositif.

b- Chapitre 2 : acteurs principaux du dispositif

La Polynésie française est l'unique fournisseur de ses ressources. L'article LP. 3422-1 définit les utilisateurs des ressources génétiques et l'article LP. 3422-2 y inclut les gestionnaires d'une collection ou d'un centre de ressources. Enfin, l'article LP. 3422-3 prévoit la restitution obligatoire de toute information et connaissance acquise ou collectée dans le cadre du dispositif APA.

Par ailleurs, l'article LP. 3423-1 définit le consentement préalable en connaissance de cause comme l'autorisation préalable d'accès aux ressources, ainsi que les conditions convenues d'un commun accord qui prennent la forme d'un acte d'engagement ou d'une convention.

Pour sa part, l'article LP. 3425-1 prévoit enfin la possibilité de délivrer un certificat international de conformité, nécessaire à toute publication scientifique.

c- Chapitre 3 : autorisations d'accès

Dans la section 1, consacrée aux dispositions générales, l'article LP. 3431-1 soumet l'accès et l'usage des ressources à l'autorisation préalable de la Polynésie française, sous réserve des droits des tiers.

L'article LP. 3431-2 prévoit que la demande est présentée à la Direction de l'environnement qui en assure l'instruction. L'article LP. 3431-3 attache l'autorisation d'accès et d'usage à la personne du demandeur, tandis que l'article LP. 3431-4 indique que l'autorisation précise les conditions d'accès et d'usage.

Dans la section 2, consacrée à la procédure d'autorisation, l'article LP. 3432-1 distingue les autorisations relevant d'un acte d'engagement pour les activités n'ayant aucun objectif commercial de celles relevant d'une convention pour les activités ayant un objectif commercial, dont les dispositions sont prévues respectivement par les articles LP. 3432-1-1 à LP. 3432-2-5.

Outre la procédure d'autorisation, les dispositions fixent une durée de validité entre 3 et 5 ans pour les autorisations relevant d'un acte d'engagement et une durée entre 10 et 30 ans pour les autorisations relevant d'une convention.

Dans la section 3, consacrée aux éventuelles modifications des conditions d'accès et d'usage des ressources, l'article LP. 3433-1 prévoit qu'elles doivent faire l'objet d'un accord exprès de la Polynésie française.

Dans la section 4, consacrée au refus d'accès ou d'usage, l'article LP. 3434-1 prévoit qu'il doit être motivé, en fonction de différentes situations listées dans l'article.

Enfin, dans la section 5, consacrée à l'exportation des ressources, l'article LP. 3435-1 prévoit qu'elle est soumise à une autorisation particulière de la Polynésie française, sollicitée éventuellement dès la demande d'accès. En cas d'infraction, l'article LP. 3435-2 prévoit le placement des espèces vivantes et la destruction des espèces mortes.

d- Chapitre 4 : centre d'échange d'informations de la diversité biologique

Le centre d'échange d'informations de la diversité biologique de la Polynésie française, créé par l'article LP. 3440-1. L'article LP. 3440-2 prévoit la possibilité de faire payer une redevance de droit commun et deux redevances spécifiques, l'une pour les personnes établies en Polynésie française et l'autre pour les demandes de la Polynésie française, ses établissements et les personnes ayant signé une convention de partenariat avec la Polynésie française.

e- Chapitre 5 : partage des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources génétiques

L'article LP. 3450-1 prévoit que les avantages monétaires soient versés sur un compte d'affectation spéciale institué par la délibération n° 2021-108 APF du 7 octobre 2021 portant création d'un compte d'affectation spéciale dénommé « *Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l'environnement* ».

La section 1 consacrée à la convention de partage des avantages prévoit dans l'article LP. 3451-1 qu'elle doit être conclue préalablement à la demande d'accès et renvoie la fixation de ses dispositions à un arrêté pris en conseil des ministres.

La section 2 consacrée au dépôt de brevet et mise sur le marché prévoit dans le projet d'article LP. 3452-1 l'obligation d'y associer la Polynésie française.

La section 3 consacrée aux contributions financières renvoie, dans l'article LP. 3453-1, à un arrêté pris en conseil des ministres la fixation des contributions financières calculées sur la base d'un pourcentage du chiffre d'affaires annuel mondial hors taxes.

Est prévue la possibilité de fixer un taux de droit commun et deux autres taux spécifiques, l'un pour les projets menés par des personnes établies en Polynésie française et l'autre pour les projets de la Polynésie française, ses établissements et les personnes ayant signé une convention de partenariat avec la Polynésie française.

f- Chapitre 6 : contrôles et sanctions

Est prévue, dans une section 1, la liste des personnes habilitées à constater les infractions au dispositif (article LP. 3461-1) puis, dans une section 2, la possibilité d'appliquer, indépendamment des poursuites pénales et des sanctions administratives aux infractions constatées.

La section 3, consacrée aux sanctions pénales, assimile, dans l'article LP. 3463-1, la collecte de ressources non autorisée à du vol, réprimé par le code pénal. L'article poursuit en appliquant une peine de prison d'un an et une amende de 17 800 000 francs CFP, si l'infraction concerne une espèce protégée ou dont la pêche est réglementée ou si elle a été commise dans un espace protégé ou dans une Zone de Pêche Réglementée (ZPR).

L'article LP. 3463-2 fixe à un an d'emprisonnement et à 17 800 000 francs CFP d'amende le fait d'utiliser sans autorisation des ressources et porte l'amende à 119 000 000 francs CFP si les ressources ont été utilisées de manière commerciale sans autorisation.

g- Chapitre 7 : dispositions transitoires

Les dispositions transitoires prévoient, dans l'article LP. 3470-1, que les collections constituées avant l'entrée en vigueur du dispositif doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de la Direction de l'environnement.

* * * * *

Examiné en commission le 24 novembre 2022, et suite à des échanges figurant au compte-rendu, le projet de loi du pays portant modification des dispositions relatives à l'accès aux ressources et partage des avantages issus de leur valorisation et diverses modifications du code de l'environnement de la Polynésie française a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Tepuaraurii TERIITAHU

Michel BUIILLARD



ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION [ORDINAIRE OU EXTRAORDINAIRE]

PROJET DE LOI DU PAYS

(NOR : ENV22000567LP)

portant modification des dispositions relatives à l'accès aux ressources et partage
des avantages issus de leur valorisation et diverses modifications du
code de l'environnement de la Polynésie française

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

Travaux préparatoires :

- Arrêté n° 2409 CM du 17 novembre 2022 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
 - Examen par la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien le 24 novembre 2022 ;
 - Rapport n° du de Madame Tepuaraurii TERIITAHU et Monsieur Michel BUIILLARD, rapporteurs du projet de loi du pays ;
 - Adoption en date du
-

Article LP 1.- À l'article LP. 1000-1 du code de l'environnement,

I- Sont supprimées les définitions des termes « *Connaissances traditionnelles associées* » et « *Éléments du patrimoine commun de la Polynésie française* », remplacées respectivement par les définitions rédigées ainsi qu'il suit :

« - *Connaissances traditionnelles : connaissances, savoir-faire, techniques, innovations, pratiques et apprentissages, issus du patrimoine matériel et immatériel polynésien, associés au patrimoine commun naturel ou culturel de la Polynésie française et transmis d'une génération à une autre. Ces connaissances traditionnelles sont celles qui ont été :*

« 1- *acquises, créées ou développées de manière empirique, dans des temps anciens comme dans une période récente ;*

« 2- *transmises selon des usages et des procédés traditionnels ;*

« 3- *et le cas échéant, renouvelées, enrichies et transformées en fonction des besoins ;*

« - *Éléments du patrimoine commun de la Polynésie française : divers composants des écosystèmes, indépendamment de la structure ou du fonctionnement de ces derniers : ils comprennent les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, de l'eau et des sols, les espèces animales et végétales, les écosystèmes et les services qu'ils procurent, les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent ; »*

II- Est supprimée la définition du terme « *Ressources biologiques* ».

Article LP 2.- Est supprimé le premier alinéa de l'article LP. 1100-1 du code de l'environnement, remplacé par un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« *Les espaces et milieux naturels, les ressources naturelles biologiques et non biologiques, les sites et paysages, l'air, l'eau et les sols, les espèces animales et végétales, les écosystèmes et les services qu'ils procurent, les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées, la biodiversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent, appartiennent au patrimoine commun de la Polynésie française. »*

Article LP 3.- À l'article LP. 2000-1 du code de l'environnement,

I- Sont supprimées les définitions des termes « *Biopiratage* », « *Bioprospection* », « *Biotechnologie* », « *Connaissances traditionnelles associées* », « *Dérivé biochimique* », « *Éléments du patrimoine commun de la Polynésie française* » « *Matériel génétique* », « *Ressources biologiques* », « *Source d'origine autochtone* ».

II- Sont ajoutées deux définitions, classées par ordre alphabétique et rédigées ainsi qu'il suit ;

« - *Droit de passage inoffensif : droit de passage d'un navire étranger tel que défini par la convention des Nations Unies sur le droit de la mer ;*

« - *Espèce domestiquée ou cultivée : toute espèce dont le processus d'évolution a été influencé par l'homme pour répondre à ses besoins ; »*

Article LP 4.- Est ajouté à la suite de l'article LP. 2121-4 du code de l'environnement, un article LP. 2121-5 rédigé ainsi qu'il suit :

« *Article LP. 2121-5.- Sous réserve des dispositions du code des transports tel qu'applicable en Polynésie française et conformément aux dispositions de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier son article 21, le passage inoffensif des navires étrangers doit se conformer aux dispositions du présent code de l'environnement.*

« Dans ce cadre, le transbordement et le débarquement de toutes espèces protégées par le présent code de l'environnement sont interdits sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française. Leur importation et exportation sous tous régimes douaniers sont interdites sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française.

« De même, les navires étrangers sont soumis à une déclaration obligatoire de l'ensemble de leur cargaison préalablement à leur entrée dans la ZEE polynésienne. ».

Article LP 5.- À l'article LP. 3000-1 du code de l'environnement,

I- Sont ajoutées douze définitions, classées par ordre alphabétique et rédigées ainsi qu'il suit :

- « - Centre de ressources : personne physique ou morale, de droit privé ou public, autorisée à accéder à certaines ressources génétiques dans le cadre des activités réglementées par le présent code pour les conserver ou les faire transiter par ses services pour un utilisateur ;*
- « - Collection : un ensemble d'échantillons de ressources prélevés ou de connaissances traditionnelles, et les informations y afférentes, rassemblés et stockés, qu'ils soient détenus par des entités publiques ou privées ;*
- « - Conditions Convenues d'un Commun Accord (CCCA) : ensemble de clauses convenues entre le fournisseur des ressources et l'utilisateur, et régissant les conditions d'accès et d'usage des ressources génétiques, et des connaissances traditionnelles associées, issues du patrimoine commun de la Polynésie française, ainsi que de partage juste et équitable des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources ;*
- « - Consentement préalable donné en toute connaissance de cause : approbation donnée par la Polynésie française après une série de procédures administratives pour l'accès et l'usage des ressources génétiques, et des connaissances traditionnelles associées, issues du patrimoine commun de la Polynésie française, ainsi que pour le partage juste et équitable des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources ;*
- « - Dérivé : tout composé biochimique existant à l'état naturel, résultant de l'expression génétique ou du métabolisme de ressources biologiques ou génétiques, contenant ou non des unités fonctionnelles de l'hérédité ;*
- « - Descendance de première génération : spécimens produits en milieu contrôlé, dont au moins un des parents a été conçu, capturé ou récolté dans la nature ;*
- « - Descendance de deuxième génération ou de générations ultérieures : spécimens produits en milieu contrôlé, dont les parents ont eux aussi été produits en milieu contrôlé ;*
- « - Espèce domestiquée ou cultivée : toute espèce dont le processus d'évolution a été influencé par l'homme pour répondre à ses besoins ;*
- « - Gène natif : gène naturel n'ayant fait l'objet d'aucune modification biotechnologique ;*
- « - Milieu contrôlé : milieu manipulé pour produire des animaux ou des plantes d'une espèce donnée, comportant des barrières physiques empêchant tout échange avec le ou les milieux extérieurs ;*
- « - Partage des avantages : le partage juste et équitable des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources génétiques, et des connaissances traditionnelles associées, issues du patrimoine commun de la Polynésie française ;*
- « - Ressources génétiques : tout matériel d'origine végétale, animale, microbienne ou autre, contenant des unités fonctionnelles de l'hérédité, ayant une utilisation ou une valeur potentielle ou effective ; ».*

II- Sont supprimés les définitions des termes « Biopiratage », « Bioprospection », Connaissances traditionnelles associées », et « Eléments du patrimoine commun de la Polynésie française », remplacés respectivement par les définitions rédigées ainsi qu'il suit :

- « - Biopiratage : action d'accéder, de collecter ou d'user d'une ressource biologique, biochimique ou génétique, et à des connaissances traditionnelles associées, ou de percevoir des avantages découlant de cet usage en méconnaissance de la réglementation applicable ;*
- « - Bio-prospection : toute activité de prospection, de collecte et de recherche scientifique, incluant la caractérisation, l'inventaire et l'expérimentation scientifique, ayant pour objet des ressources biologiques, biochimiques ou génétiques, ainsi que des connaissances traditionnelles associées, dans le but d'une application industrielle ou d'une utilisation commerciale ;*

« - *Connaissances traditionnelles : connaissances, savoir-faire, techniques, innovations, pratiques et apprentissages, issus du patrimoine matériel et immatériel polynésien, associés au patrimoine commun naturel ou culturel de la Polynésie française et transmis d'une génération à une autre. Ces connaissances traditionnelles sont celles qui ont été :*

« 1- *acquises, créées ou développées de manière empirique, dans des temps anciens comme dans une période récente ;*

« 2- *transmises selon des usages et des procédés traditionnels ;*

« 3- *et le cas échéant, renouvelées, enrichies et transformées en fonction des besoins ;*

« - *Éléments du patrimoine commun de la Polynésie française : divers composants des écosystèmes, indépendamment de la structure ou du fonctionnement de ces derniers : ils comprennent les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, de l'eau et des sols, les espèces animales et végétales, les écosystèmes et les services qu'ils procurent, les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent ; ».*

Article LP 6.- Est supprimé l'ensemble des dispositions du titre IV du livre III du code de l'environnement « *Accès aux ressources biologiques et partage des avantages issus de leur valorisation* », remplacé par un titre IV intitulé « *Accès aux ressources génétiques, usage et partage des avantages issus de leur valorisation* » rédigé ainsi qu'il suit :

« *Titre IV - Accès aux ressources génétiques, usage et partage des avantages issus de leur valorisation*

« *Art. LP. 3400-1.- Les objectifs du présent titre sont de :*

« - *maintenir et conserver la diversité biologique naturelle, notamment sur les espèces indigènes et les espèces endémiques polynésiennes ;*

« - *favoriser le développement durable de la Polynésie française et la création d'emplois locaux liés à la diversité biologique et au patrimoine commun de la Polynésie française ;*

« - *privilégier les partenariats scientifiques répondant aux besoins et enjeux de la Polynésie française en matière de diversité biologique ;*

« - *lutter contre le biopiratage et protéger le patrimoine commun de la Polynésie française.*

« *Art. LP. 3400-2.- La Polynésie française dispose des droits souverains sur ses ressources génétiques qui font partie du patrimoine commun de la collectivité.*

« *Ces droits portent sur les gènes natifs eux-mêmes (supports et informations), leurs fonctions et caractères connus ou potentiels, leurs dérivés ainsi que sur leur progéniture. Ces gènes peuvent se trouver en Polynésie française ou conservés dans des collections à l'extérieur de la Polynésie française.*

« *À ce titre, la Polynésie française administre les ressources et connaissances précitées, concède des droits d'accès et d'usage spécifiques les concernant et défend les droits des détenteurs de connaissances traditionnelles associées.*

« *Chapitre 1^{er} - Champ d'application*

« *Art. LP. 3410-1.- Le présent titre régit l'accès, l'usage et le partage des avantages (APA) relatif aux ressources génétiques appartenant au patrimoine commun de la Polynésie française ainsi qu'aux connaissances traditionnelles associées.*

« *Ce régime s'applique à l'ensemble des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées se trouvant sur le territoire de la Polynésie française ou conservées à l'extérieur de la collectivité, lorsqu'elles sont utilisées pour des activités de recherche et de développement ou autres activités d'étude ou de valorisation tel que prévu à l'article LP. 3410-2.*

« Art. LP. 3410-2.- Les activités soumises au régime d'APA sont :

- « - Toute activité d'étude, de recherche et de développement, de conservation en collection, à but commercial ou non, réalisé sur des ressources génétiques, allant de l'espèce à l'ADN ou ARN ainsi que les produits du métabolisme, d'origine animale, végétale (y compris fongique ou algal) ou microbienne (y compris viral) ;*
- « - Toute activité de recueil, d'étude et de recherche sur des connaissances traditionnelles associées à des ressources génétiques ;*
- « - Toute forme de valorisation découlant de ces activités, comprenant notamment les productions scientifiques, le transfert de technologie et de savoir-faire, les demandes de titres de propriété intellectuelle ou la mise sur le marché et l'exploitation commerciale d'un produit élaboré grâce à ces ressources ou connaissances.*

« Plus précisément, les activités concernées sont notamment, sans que cette liste soit exhaustive :

- « - la taxonomie moléculaire, la modification génétique, l'amélioration et la sélection génétique, la caractérisation et l'évaluation, la biosynthèse (utilisation du matériel génétique pour produire des composés organiques), la production de composés naturellement présent dans la ressource génétique (extraction des métabolites, synthèse de fragment d'ADN et production de copies) ;*
- « - la collecte d'échantillons terrestres ou marins, d'eau ou de sols pour des études d'organismes ou de micro-organismes, l'étude de bactéries, champignons, algues, protistes, plantes, animaux et toute partie de ceux-ci (sang, plumes, tissus, écailles), l'étude d'échantillons d'ADN ou d'ARN, l'étude de composés biochimique, de dérivés ou de pathogènes ;*
- « - les études ou recherches visant à recueillir des connaissances traditionnelles auprès de détenteurs de savoir notamment en matière de pharmacopée, à identifier des molécules d'intérêt et à les valoriser.*

« Art. LP. 3410-3.- Sont exclues du champ d'application du présent titre, les activités portant sur :

- « - les ressources génétiques humaines ;*
- « - les ressources phytogénétiques utilisées à des fins agricoles et alimentaires, visées par le traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPAA) ;*
- « - les ressources génétiques couvertes par d'autres instruments internationaux spécialisés d'accès et de partage des avantages qui répondent aux objectifs de la convention sur la diversité biologique et qui n'y portent pas atteinte ;*
- « - les ressources génétiques issues d'espèces domestiquées ou cultivées ;*
- « - les ressources génétiques collectées par les laboratoires, services et établissements publics de santé ou de biosécurité de la Polynésie française dans le cadre de la prévention, de la surveillance et de la lutte contre les dangers sanitaires concernant les animaux, les végétaux et la sécurité sanitaire des aliments ;*
- « - les ressources génétiques collectées par les laboratoires, services et établissements publics de santé ou de biosécurité de la Polynésie française dans le cadre de la prévention et de la maîtrise des risques pour la santé humaine.*

« Tous les autres laboratoires et établissement de santé et de biosécurité, utilisateurs de ressources génétiques polynésiens, sont soumis aux dispositions du présent titre.

« Chapitre 2 - Acteurs principaux et relations

« Section 1 - Fournisseur de ressources génétiques, bénéficiaire des avantages

« Art. LP. 3421-1.- La Polynésie française est l'unique fournisseur des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées, se trouvant sous sa souveraineté, y compris des ressources conservées dans une collection ou un centre de ressources, publiques ou privés, en dehors de son territoire.

« Section 2 - Utilisateurs de ressources génétiques et obligations

« Art. LP. 3422-1.- Les utilisateurs de ressources génétiques sont les personnes, physiques ou morales, de droit privé ou de droit public, autorisées à faire usage de ressources génétiques dans le cadre des activités réglementées par le présent titre.

« Art. LP. 3422-2.- Le gestionnaire d'une collection ou d'un centre de ressources qui conserve ou fait transiter par ses services des ressources génétiques polynésiennes est un utilisateur, qui doit garantir que les ressources génétiques qu'il détient ont bien fait l'objet d'une autorisation d'APA et que les informations liées sont disponibles.

« En tout état de cause, l'autorisation d'accès et d'utilisation des ressources génétiques polynésiennes et des connaissances traditionnelles associées est délivrée par la Polynésie française et se superpose aux éventuels accords de transfert de matériel ou de donnée proposés par le gestionnaire de collection ou le centre de ressources.

« Art. LP. 3422-3.- Tout utilisateur est tenu de restituer à la Polynésie française les informations et connaissances acquises ou collectées dans le cadre des dispositions du présent titre.

« Ces informations et connaissances acquises ou collectées, éléments du patrimoine immatériel de la Polynésie française, doivent être transmises à la direction de l'environnement, qui en assure la conservation et la gestion.

« Toute communication, scientifique ou à destination du grand public, doit mentionner la Polynésie française en tant que fournisseur de la ressource concernée, ainsi que le numéro d'enregistrement au centre d'échange d'informations de la diversité biologique de la Polynésie française.

« Section 3 - Consentement préalable en connaissance de cause et conditions convenues d'un commun accord

« Art. LP. 3423-1.- Le consentement préalable en connaissance de cause (CPCC) est délivré par la Polynésie française et prend la forme d'une autorisation préalable, formalisant l'accord consenti par le fournisseur à l'utilisateur relatif aux conditions générales d'accès et d'usage de ressources génétiques.

« Cette autorisation préalable est délivrée sur la base de la transparence, de la loyauté et de l'exactitude des informations fournies par le demandeur. Toute fausse déclaration entraîne la nullité de l'autorisation.

« Les conditions convenues d'un commun accord (CCCA) entre le fournisseur et l'utilisateur de ressources génétiques prennent la forme d'un acte d'engagement du bénéficiaire ou d'une convention signée entre les deux parties. Cette dernière définit notamment les engagements de l'utilisateur relatifs aux modalités de partage des avantages.

« Section 4 - Autorité administrative compétente, correspondant officiel et centre d'échange d'informations de la diversité biologique en Polynésie française

« Art. LP. 3424-1.- La direction de l'environnement est l'autorité administrative compétente chargée :

- « - d'instruire les autorisations d'accès et d'usage relatives aux ressources génétiques polynésiennes ;*
- « - d'établir que les exigences d'accès et d'utilisation ont été réunies ;*
- « - de conseiller sur les procédures et les conditions d'obtention du Consentement Préalable donné en Connaissance de Cause (CPCC) et des Conditions Convenues d'un Commun Accord (CCCA).*

« La direction de l'environnement est également le correspondant officiel au niveau national et international en charge de la coordination et de l'échange d'information concernant le régime d'APA. Elle gère à ce titre le centre d'échange d'informations de la diversité biologique en Polynésie française.

« Section 5.- Certificat international de conformité

« Art. LP. 3425-1.- Un certificat international de conformité peut être délivré par la direction de l'environnement après autorisation d'accès et d'usage et paiement d'une redevance telle que prévue à l'article LP. 3440-2.

« Chapitre 3 - Régime d'autorisation administrative

« Section 1 - Dispositions générales

« Art. LP. 3431-1.- L'accès et l'usage des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées sont soumis à l'autorisation préalable du président de la Polynésie française.

« Cette autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et notamment de l'autorisation de passage des propriétaires publics ou privés.

« Les ressources génétiques visées au titre de l'autorisation préalable sont transférées à l'utilisateur pour les usages accordés et restent la propriété de la Polynésie française.

« Des prescriptions complémentaires tendant à garantir la conservation de la biodiversité lors de la collecte des ressources génétiques et le respect des populations lors de la collecte de connaissances traditionnelles associées peuvent à tout moment être imposées par arrêté du président de la Polynésie française.

« Art. LP. 3431-2.- La demande d'autorisation est présentée par le pétitionnaire ou son représentant à la direction de l'environnement qui en assure l'instruction.

« Art. LP. 3431-3.- L'autorisation est délivrée intuitu personae.

« Elle est incessible.

« Cette autorisation administrative ne dispense pas son bénéficiaire d'obtenir les titres et autres autorisations administratives requis le cas échéant par d'autres réglementations. Elle ne vaut notamment pas autorisation d'occupation du domaine public ou privé, ni autorisation d'export des ressources génétiques utilisées.

« Art. LP. 3431-4.- L'autorisation précise les conditions d'accès ou d'usage des ressources génétiques, ainsi que les obligations en découlant, qui sont prévues par convention ou par acte d'engagement, établie préalablement entre l'utilisateur et la Polynésie française.

« Toute modification des conditions d'accès ou d'usage doit faire l'objet d'un accord exprès de la Polynésie française et peut selon le cas faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

« Section 2 - Procédure d'autorisation

« Art. LP. 3432-1.- L'autorisation d'accès et d'usage des ressources génétiques est délivrée conformément aux modalités des sous-sections 1 et 2.

« Sous-section 1 - Autorisation relevant de l'acte d'engagement

« Art. LP. 3432-1-1.- Relèvent du régime de l'acte d'engagement :

« - les activités soumises au présent titre ne visant aucun objectif direct de développement commercial ;

« - les activités de conservation en collection publique ou privée, de ressources génétiques prélevées en Polynésie française, sans objectif commercial ;

« Art. LP. 3432-1-2.- L'autorisation est délivrée après signature de l'acte d'engagement par l'utilisateur, pour une durée maximale de 3 ans, à compter de sa publication au journal officiel de la Polynésie française.

« Elle peut être prolongée sans excéder 5 années d'autorisation au total, sur demande motivée de son titulaire, formulée par écrit au moins 2 mois avant son terme et après accord de la Polynésie française.

« Après 5 années échues, une nouvelle demande d'autorisation doit être déposée.

« Art. LP. 3432-1-3.- Par dérogation à l'article LP. 3432-1-2, la durée de l'autorisation pour les activités de conservation en collection peut être illimitée.

« Art. LP. 3432-1-4.- L'autorisation est délivrée en considération des critères principaux suivants :

- « - la ou les finalité(s) des études, recherches et activités envisagées ;*
- « - les noms scientifique et vernaculaire des espèces étudiées, ainsi que le nombre de spécimens collecté ;*
- « - le choix des sites, la période et la durée des études ;*
- « - la destination des échantillons prélevés ;*
- « - le nom du service ou de l'établissement public de la Polynésie française partenaire ;*

« La direction de l'environnement peut diligenter des études complémentaires ou des tierces expertises, réalisées au frais du demandeur, concernant notamment l'état initial des ressources étudiées et l'évaluation des impacts, risques et dangers sur la diversité biologique.

« Sous-section 2 - Autorisation relevant du conventionnement

« Art. LP. 3432-2-1.- Relèvent du régime de la convention :

- « - les activités soumises au présent titre visant un objectif direct ou une intention de développement commercial ;*
- « - les activités de conservation en collection publique ou privée, de ressources génétiques prélevées en Polynésie française, avec objectif commercial ;*
- « - les activités des centres de ressources, par lesquels transitent des ressources génétiques issues de la Polynésie française, avec ou sans objectif commercial, à destination de centres de recherche ou pour des activités réglementées par le présent titre.*

« Art. LP. 3432-2-2.- Le dossier comprenant le projet de convention de partage des avantages et le projet d'arrêté d'autorisation est soumis à l'avis de la commission des sites et des monuments naturels (CSMN), puis transmis au conseil des ministres pour approbation du projet de convention.

« L'autorisation est délivrée après signature de la convention, pour une durée maximale de 10 ans, à compter de sa publication au journal officiel de la Polynésie française.

« Elle peut être prolongée, dans les mêmes conditions, sans excéder une durée totale d'autorisation de 30 ans, sur demande motivée de son titulaire, formulée par écrit au moins 6 mois avant son terme.

« Après 30 années échues, une nouvelle demande d'autorisation doit être déposée.

« Art. LP. 3432-2-3.- L'autorisation est délivrée en considération des critères principaux suivants :

- « - la ou les finalités des études, recherches et activités envisagées ;*
- « - les noms scientifique et vernaculaire des espèces étudiées, ainsi que le nombre de spécimens collecté ;*
- « - le choix des sites, la période et la durée des études ;*
- « - la destination des échantillons prélevés ;*
- « - l'état initial des ressources ;*
- « - l'étude des impacts, risques et dangers des activités envisagées sur l'environnement ;*

- « - les modalités de suivi des conséquences du prélèvement des ressources dans l'écosystème naturel ;
- « - les mesures d'évitement et de réduction des impacts sur l'environnement ;
- « - la contribution des activités projetées à la conservation et à l'utilisation durable des ressources en Polynésie française ;
- « - les retombées économiques et sociales en Polynésie française ;
- « - les modalités principales de partage des avantages.

« La direction de l'environnement peut diligenter des études complémentaires ou des tierces expertises, réalisées au frais du demandeur, concernant notamment l'état initial des ressources étudiées et l'évaluation des impacts, risques et dangers sur la diversité biologique.

« Art. LP. 3432-2-4.- Les accords de transfert de matériel proposés par les gestionnaires de collection ou de centre de ressources ne valent pas autorisation d'accès et de partage des avantages (APA).

« Les gestionnaires de collection ou de centre de ressources sont des utilisateurs qui doivent garantir que les ressources génétiques qu'ils détiennent ont bien fait l'objet d'une autorisation d'APA.

« L'utilisateur qui fait appel à un gestionnaire de collection ou de centre de ressources pour accéder et utiliser des ressources génétiques polynésiennes doit acquérir d'une part, les autorisations d'APA de la Polynésie française, et d'autre part, les autorisations des gestionnaires de collection et de centre de ressources. La Polynésie française est le bénéficiaire du partage des avantages.

« Section 3 - Modification des conditions autorisées d'accès et d'usage des ressources génétiques

« Art. LP. 3433-1.- Toute modification des conditions autorisées d'accès ou d'usage des ressources génétiques doit faire l'objet d'un accord exprès de la Polynésie française et peut selon le cas faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

« Si la modification porte sur le transfert de l'accès ou de l'usage des ressources à des tiers, celle-ci doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation auprès de la Polynésie française.

« Section 4 - Refus d'accès ou d'usage des ressources

« Art. LP. 3434-1.- L'autorisation d'accès et le droit d'usage qui en découle peuvent être refusés notamment lorsque :

- « - la collecte, même d'un nombre limité d'échantillons, risque de porter atteinte à la ressource concernée ;
- « - l'activité ou ses applications potentielles risquent d'affecter la biodiversité de manière significative, de restreindre l'utilisation durable de la ressource concernée, de la menacer ou de l'épuiser ;
- « - le demandeur et la Polynésie française ne parviennent pas à un accord sur les obligations de l'utilisateur ou sur la perception et le partage des avantages découlant de l'usage des ressources concernées ;
- « - le partage des avantages découlant de l'usage des ressources concernées, proposé par le demandeur, ne correspond manifestement pas à ses capacités techniques et financières.

« Le refus est motivé.

« Section 5 - Exportation et sortie du territoire des ressources génétiques soumises au présent titre

« Art. LP. 3435-1.- Toute exportation, sous tout régime douanier, et sortie du territoire de la Polynésie française, de ressources relevant du champ d'application du présent titre, sont soumises à autorisation du président de la Polynésie française.

« La demande doit obligatoirement être effectuée préalablement à leur exportation ou leur sortie du territoire.

« L'autorisation d'accès aux ressources génétiques et le droit d'usage qui en découle ne valent pas autorisation d'exporter ou de faire sortir de la Polynésie française les ressources concernées.

« La demande d'exportation ou de sortie du territoire de la Polynésie française peuvent être formulées dès la demande préalable.

« Art. LP. 3435-2.- En cas d'infraction, les autorités administratives compétentes procèdent d'office, au frais du contrevenant, au placement des espèces vivantes et à la destruction des échantillons ou des espèces mortes, détenus irrégulièrement.

« Art. LP. 3435-3.- Un arrêté pris en conseil des ministres peut fixer des dispositions d'application particulières à la présente section 5.

« Chapitre 4 - Centre d'échange d'informations de la diversité biologique de la Polynésie française

« Art. LP. 3440-1.- Il est créé un centre d'échange d'informations de la diversité biologique de la Polynésie française. Il a pour mission de faciliter les échanges d'informations sur la biodiversité en Polynésie française.

« La direction de l'environnement est chargée de sa mise en œuvre.

« Art. LP. 3440-2.- Les autorisations d'accès et le droit d'usage des ressources qui en découle, mentionnés au présent titre, sont enregistrés aux frais de l'utilisateur dans le centre d'échange d'informations de la diversité biologique de la Polynésie française.

« Cet enregistrement peut donner lieu à la perception d'une redevance d'accès et d'usage des ressources fixée par arrêté pris en conseil des ministres qui peut prévoir :

« - une redevance de droit commun ;

« - une redevance spécifique lorsque le projet est mené par une personne physique domiciliée et exerçant en Polynésie française ou une personne morale dont le siège social est situé en Polynésie française ;

« - une redevance spécifique lorsque le projet est mené par la Polynésie française, par l'un de ses établissements ou par une personne avec laquelle la Polynésie française a signé une convention de partenariat.

« Le paiement de la redevance d'accès et d'usage des ressources est versé à un compte d'affectation spéciale institué par la délibération n° 2021-108 APF du 7 octobre 2021 portant création d'un compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l'environnement ».

« Cet enregistrement confère aux autorisations d'accès et d'usage des ressources concernées, après paiement de la redevance, les propriétés qui s'attachent au statut de certificat international de conformité, au sens du paragraphe 2 de l'article 17 du protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique.

« Art. LP. 3440-3.- Un arrêté pris en conseil des ministres peut fixer des dispositions d'application particulières au présent chapitre 4.

« Chapitre 5 - Partage des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources génétiques

« Art. LP. 3450-1.- Les avantages découlant de l'usage autorisé des ressources génétiques sont monétaires. Ils sont versés au profit d'un compte d'affectation spéciale institué par la délibération n° 2021-108 APF du 7 octobre 2021 portant création d'un compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l'environnement ».

« Section 1 - Convention de partage des avantages

« Art. LP. 3451-1.- La convention de partage des avantages, conclue préalablement à toute demande d'accès aux ressources, entre l'utilisateur et la Polynésie française, a pour objet d'organiser les droits d'accès et d'usage des ressources ainsi que les droits de perception et de partage des avantages découlant de l'usage autorisé des ressources.

« Un arrêté pris en conseil des ministres fixe les dispositions d'une convention-type qui comporte, outre l'identification des parties et l'objet de la convention, une évaluation des bénéfices monétaires découlant de l'usage des ressources ainsi que le calcul des contributions financières devant être versées par l'utilisateur à la Polynésie française.

« Dans le cas où l'évaluation des bénéfices escomptés est impossible au moment de la conclusion de la convention, cette dernière prévoit la conclusion d'un avenant à la date où ces bénéfices seront connus.

« Toute modification substantielle des conditions autorisées d'usage des ressources doit faire l'objet d'un accord exprès de la Polynésie française, par voie d'avenant à la convention.

« Section 2 - Dépôt de brevet et mise sur le marché

« Art. LP. 3452-1.- Lorsque l'autorisation d'accès aux ressources et le droit d'usage qui en découle conduit à une demande de brevet, la Polynésie française est obligatoirement associée à cette déclaration en tant que co-déclarant.

« Lorsque cette autorisation conduit à une mise sur le marché, l'utilisateur doit informer la Polynésie française par écrit.

« Section 3 - Contributions financières

« Art. LP. 3453-1.- Les contributions financières devant être versées par l'utilisateur à la Polynésie française sont fixées par arrêté pris en conseil des ministres, sur la base d'un pourcentage du chiffre d'affaires annuel mondial hors taxes réalisé et des autres revenus, quelle que soit leur forme, perçus grâce aux produits ou aux procédés obtenus à partir de la ou des ressources concernées.

« Le conseil des ministres peut également prévoir un pourcentage particulier :

« - lorsque le projet est mené par une personne physique domiciliée et exerçant en Polynésie française ou une personne morale dont le siège social est situé en Polynésie française ;

« - lorsque le projet est mené par la Polynésie française, par l'un de ses établissements ou par une personne avec laquelle la Polynésie française a signé une convention de partenariat.

« Les contributions financières sont versées au profit d'un compte d'affectation spéciale institué par la délibération n° 2021-108 APF du 7 octobre 2021 portant création d'un compte d'affectation spéciale dénommé « Fonds intergénérationnel en faveur de la protection de l'environnement ».

« Chapitre 6 - Contrôle et sanctions

« Section 1 - Constatations des infractions

« Art. LP. 3461-1.- Outre les officiers et agents de police judiciaire ainsi que les fonctionnaires et agents chargés des contrôles tels que définis par l'article LP. 3000-1, sont habilités à constater les infractions aux dispositions du présent titre et des textes pris pour son application, dans les conditions fixées par les dispositions du chapitre 2 du titre VI livre Ier du présent code :

« - les agents des douanes ;

« - les agents de police judiciaires adjoints mentionnés à l'article 21 du code de procédure pénale, qui exercent ces missions dans les limites et selon les modalités fixées par le code de procédure pénale.

« Section 2 - Sanctions administratives

« Art. LP. 3462-1.- Indépendamment des poursuites pénales exercées en application du présent titre, et après mise en demeure par la direction de l'environnement restée sans effet après un délai de trente jours, les mesures administratives suivantes peuvent être appliquées aux personnes physiques et aux personnes morales :

- « - le retrait de l'autorisation d'accès et d'usage des ressources, ainsi que la suspension de l'activité ayant comme objet principal les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées, issues du patrimoine commun de la Polynésie française, obtenues sans autorisation ou utilisées en méconnaissance des dispositions du présent titre ;
- « - la prescription de mesures d'urgence visant à la protection des espèces concernées par l'accès irrégulier ;
- « - l'exécution d'office au frais du contrevenant des mesures prescrites par l'administration, notamment de remise en état ;
- « - la fermeture de l'établissement ayant utilisé irrégulièrement des ressources génétiques, et des connaissances traditionnelles associées, issues du patrimoine commun de la Polynésie française ;
- « - le placement des espèces vivantes détenues irrégulièrement, au frais du contrevenant ;
- « - la destruction des échantillons ou des espèces mortes, détenus irrégulièrement, au frais du contrevenant.

« La direction de l'environnement peut également ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 1 700 000 F CFP et d'une astreinte journalière au plus égale à 170 000 F CFP applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure.

« Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

« L'amende ne peut être prononcée plus d'un an à compter de la constatation des manquements.

« Section 3 - Sanctions pénales

« Art. LP. 3463-1.- La collecte de ressources, telle que définie par le présent code, sans avoir été autorisée à y accéder conformément aux dispositions du chapitre 3 du présent titre IV, est assimilée au vol, puni conformément aux dispositions des articles 311-3, 311-4, 311-13, 311-14 et 311-16 du code pénal tel qu'applicable en Polynésie française.

« Lorsque l'infraction porte sur une espèce protégée du code de l'environnement ou une espèce réglementée par les dispositions de la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ou lorsque l'infraction est réalisée dans un espace protégé du code de l'environnement ou par des dispositions réglementant la pêche sur le domaine public maritime, le contrevenant s'expose à une peine d'un an d'emprisonnement et de 17 800 000 francs CFP d'amende.

« Art. LP. 3463-2.- I.- Outre les peines applicables en matière douanière, est puni d'un an d'emprisonnement et de 17 800 000 francs CFP d'amende :

- « 1° le fait d'utiliser des ressources biologiques, biochimiques ou génétiques, et les connaissances traditionnelles associées, issues du patrimoine commun de la Polynésie française, sans avoir été autorisé à y accéder ou sans avoir bénéficié d'un droit d'usage conformément aux dispositions des articles LP. 3431-1, LP. 3431-4, LP. 3432-1-2, LP. 3432-2-2, LP. 3432-2-4, LP. 3433-1 et LP. 3435-1 du présent code ;
- « 2° le fait de ne pas faire enregistrer, déclarer, rechercher, conserver ou transmettre les informations prévues aux articles LP. 3422-3, LP. 3423-1, LP. 3440-2 et LP. 3452-1 du présent code.

« L'amende est portée à 119 000 000 francs CFP lorsque l'utilisation des ressources mentionnées au 1° du présent I a donné lieu à une utilisation commerciale, en infraction des dispositions prévues aux articles LP. 3422-3, LP. 3423-1, LP. 3431-1, LP. 3431-4, LP. 3432-1-2, LP. 3432-2-2, LP. 3432-2-4, LP. 3433-1, LP. 3435-1, LP. 3440-2 et LP. 3452-1.

« Le montant des amendes applicables est multiplié par cinq lorsque l'auteur de l'infraction est une personne morale.

« II.- Les personnes physiques ou morales, coupables des infractions prévues au I du présent article encourrent également, à titre de peine complémentaire :

- « 1° la saisie et la confiscation de tout matériel ou élément ayant servi à commettre l'infraction ;*
- « 2° la saisie et la confiscation de tout produit issu de l'infraction commise ; les spécimens vivants sont, dans la mesure du possible réintroduits dans leur milieu naturel d'origine. À défaut, il est procédé, soit à leur remise contre décharge à des personnes physiques ou morales œuvrant pour la recherche ou pour la conservation de la nature, soit à leur destruction ;*
- « 3° l'interdiction de poursuivre l'activité basée sur l'utilisation frauduleuse ;*
- « 4° l'interdiction, pendant une durée ne pouvant excéder cinq ans, de solliciter une autorisation d'accès et d'usage des ressources telle que prévue par les dispositions du présent titre ;*
- « 5° la publication d'un extrait du jugement aux frais de l'auteur de l'infraction dans deux journaux.*

« Chapitre 7 - Dispositions transitoires

« Art. LP. 3470-1.- Les collections de ressources biologiques, génétiques ou biochimiques, constituées avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions, doivent faire l'objet d'une déclaration auprès de la direction de l'environnement qui est chargée de les répertorier. ».

Article LP 7.- Les peines de prison prévues par les dispositions de la présente loi du pays entrent en vigueur après leur homologation par la loi en tant qu'elles prévoient l'infliction de peines d'emprisonnement.

Délibéré en séance publique, à Papeete, le

La secrétaire,

Le Président,

Béatrice LUCAS

Gaston TONG SANG